

**PROJET SOUMIS A CONSULTATION OPPOSABLE A L'ADMINISTRATION
JUSQU'À PUBLICATION DE L'INSTRUCTION DEFINITIVE**

BULLETIN OFFICIEL DES IMPÔTS

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

NOR : Bureau D2

PRÉSENTATION

L'article 13 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011 relève le taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 5,5 % à 7 %, à l'exclusion des biens et services visés à l'article 278-0 bis du code général des impôts (CGI).

INTRODUCTION

- 1.** A compter du 1^{er} janvier 2012, le champ d'application du taux réduit de 5,5 % de la TVA est restreint aux seuls biens et services listés à l'article 278-0 bis du CGI (cf. annexe 1).
- 2.** La généralité des autres biens et services, soumis au taux réduit avant cette date, sont taxés au taux réduit de 7 % à partir du 1^{er} janvier 2012 (cf. annexe 1).

TITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 3.** L'article 13 de la loi n° 2011-1977 de finances rectificative pour 2011 du 28 décembre 2011, publiée au Journal Officiel du 29 décembre, introduit un taux réduit de 7 %.

Les opérations soumises au taux réduit de 7 % sont celles qui relevaient du taux de 5,5 % avant le 1^{er} janvier 2012, à l'exception de certains biens et services limitativement énumérés par l'article 278 0-bis du CGI qui demeurent soumis au taux réduit de 5,5 % (cf. annexe 1).

- 4.** Les biens et prestations suivants prévus à l'article 278 0-bis du CGI demeurent, à champ constant, soumis au taux réduit de 5,5 % :

- 1) l'eau et les boissons non alcooliques ainsi que les produits destinés à l'alimentation humaine à l'exception des produits relevant du taux normal prévu à l'article 278 du CGI (DB 3 C 211 et suivants), sous réserve des ventes à emporter et à livrer (cf. chapitre 3 du titre III de la présente instruction) ;
- 2)
 - a. les appareillages pour handicapés [...]
 - d. les autotapeurs, les appareils pour lecture automatique chiffrée de la glycémie, [...]
 - f. les ascenseurs et matériels assimilés, spécialement conçus pour les personnes handicapées [...]
- 3) les abonnements relatifs aux livraisons d'électricité [...]
- 4) la fourniture de repas dans les cantines scolaires par des prestataires extérieurs dans les établissements publics ou privés d'enseignement du premier et du second degré (DB 3 C 2212) ;
- 5) la fourniture de logement et de nourriture dans les maisons de retraite et les établissements accueillant des personnes handicapées [...]

- 5.** Toutes les autres opérations auparavant soumises au taux réduit de 5,5 % relèvent du taux réduit de 7 % [...]

- 6.** Par ailleurs, le taux réduit de 7 % s'applique :

- aux entrées des concerts donnés dans des établissements où il est facultatif de consommer pendant les séances y compris les 140 premières représentations qui sont désormais exclues du taux de 2,10 % ;
- aux prestations correspondant aux droits d'utilisation des animaux à des fins d'activités physiques et sportives et de toutes installations agricoles nécessaires à cet effet ;
- aux ventes à emporter ou à livrer de produits alimentaires préparés en vue d'une consommation immédiate, à l'exception des boissons alcooliques ; [note des auteurs du sujet : "qui restent taxés à 19.6 %"]
- aux livres numériques à compter du 1^{er} janvier 2012.

- 7.** Ce nouveau taux réduit de 7 % s'applique à des prix hors TVA. Le prix hors taxe est obtenu à partir du prix taxe comprise en appliquant à ce dernier un coefficient de conversion égal à 0,934.

- 8.** Les taux particuliers applicables dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion pour les opérations visées aux articles 296 et 296 bis du CGI demeurent inchangés.

S'agissant de la Corse, les taux particuliers prévus à l'article 297 du CGI demeurent également inchangés.
En revanche, le taux réduit de 7 % s'applique aux opérations auparavant soumises au taux réduit de 5,5 %, à l'exception des biens et prestations mentionnées au présent 4.

TITRE 2 : ENTREE EN VIGUEUR

9. L'article 13 de la loi de finances rectificative pour 2011 déjà citée prévoit que ses dispositions s'appliquent aux opérations pour lesquelles la TVA est exigible à compter du 1^{er} janvier 2012.

[...]

CHAPITRE 5 : SPECTACLES

Section 1 : Rappel du dispositif existant

60. A l'exception des cafés-concerts, cafés-jazz, clubs, etc. (cf. **section 2** suivante), toutes les autres catégories de spectacles visés au b bis de l'article 279 du CGI (théâtres, cirques, concerts, spectacles de variété, opéras, ballets..) demeurent soumises au taux particulier de 2,10 % de la TVA pour les 140 premières représentations dans les mêmes conditions qu'auparavant (création ou nouvelle mise en scène), ou au taux réduit de 7 % si elles ne remplissent pas ces conditions.

Par ailleurs, il est rappelé que les 140 premières représentations des concerts donnés dans des salles où il n'existe aucun service de consommation demeurent soumises au taux particulier de 2,10 % dans les mêmes conditions qu'auparavant. Il est également rappelé que les 140 premières représentations de concerts donnés dans des festivals demeurent soumises au taux particulier de 2,10 %, même si un service de consommation est présent dans l'enceinte du festival.

A cet égard, les commentaires de la DB 3 C 224 à jour du 30 mars 2001 conservent toute leur valeur.

Section 2 : Concerts donnés dans des établissements où il est servi facultativement des consommations pendant le spectacle

61. L'article 97 de la loi de finances rectificative pour 2006 (n° 2006-1771 du 30 décembre 2006, JO du 31 décembre 2006), codifié à l'article 281 quater du CGI, a permis depuis le 1^{er} janvier 2007 d'appliquer le taux particulier de 2,10 % de la TVA au prix du billet d'entrée des 140 premières représentations donnant exclusivement accès à des concerts donnés dans des établissements où il est servi facultativement des consommations pendant le spectacle (cafés-concerts, cafés-jazz, clubs, etc.).

L'article 13 de la loi de finances rectificative pour 2011 déjà citée supprime ces dispositions à compter du 1^{er} janvier 2012.

62. Dorénavant, les 140 premières représentations des concerts (cafés-concerts, cafés-jazz, clubs, etc.) donnés dans des établissements où il est servi facultativement des consommations pendant le spectacle sont exclues du taux particulier de 2,10 % en vertu du c nouveau de l'article 281 quater du CGI. Le b bis a nouveau de l'article 279 du CGI soumet dorénavant au taux réduit de 7 % le prix du billet d'entrée donnant exclusivement accès à des concerts lorsqu'ils sont donnés dans des établissements où il est servi facultativement des consommations pendant le spectacle, et dont l'exploitant est titulaire de la licence d'entrepreneur de spectacles de la catégorie mentionnée au 1^o de l'article D. 71 22-1 du code du travail.

Il est rappelé qu'il s'agit d'établissements qui offrent un service de consommation même en l'absence de concert.

63. Enfin, s'agissant des concerts donnés dans des établissements où un service de consommation obligatoire est effectué pendant les séances, il est rappelé que le taux réduit de 7 % s'applique à l'ensemble du prix du billet à l'exclusion, s'il y a lieu, de la part relative aux boissons alcooliques (cf. BOI 3C-4-09 § 20).

La Directrice de la législation fiscale
Marie-Christine LEPETIT